

croyaient nécessaire d'accroître la force militaire américaine pour garantir la dissuasion et le succès des négociations, et ceux qui jugeaient que les superpuissances devaient "mettre un terme à la course aux armements nucléaires".

D'autres propositions avaient auparavant porté sur diverses formes de gel nucléaire. En 1964, le Président Johnson mit de l'avant un plan qui concernait le gel des armements stratégiques mais qui passa presque inaperçu. Il fut vite repoussé par les Soviétiques qui, anticipant les débats des années 80, ne voyaient ni avantages ni sécurité dans un traité qui aurait consacré à jamais la supériorité nucléaire écrasante dont les Américains jouissaient à l'époque. En 1978, le Premier ministre Trudeau proposa de "suffoquer" la course aux armements stratégiques en cessant de mettre à l'essai et de produire des matières fissibles. Peu de temps avant la publication du "Plaidoyer", l'*American Friends Service Committee* émit l'hypothèse que les É.-U. pourraient sans doute opter unilatéralement pour le gel nucléaire, mais on ne fit pas grand cas de cette idée en raison même de l'unilatéralisme qu'elle supposait. Ce qui était nouveau dans le plan proposé par Forsberg, c'était son bien-fondé et son à-propos chronologique. Le moment était opportun puisqu'une foule toujours plus nombreuse de personnes manifestait une anxiété constante et généralisée devant la menace d'une guerre nucléaire. On sentait par ailleurs que la supériorité nucléaire des Soviétiques présentait un danger pour les Américains, mais on n'en était pas persuadé. Le gel bilatéral semblait donc être un moyen parfaitement rationnel et compréhensible de stopper la course aux armements nucléaires en un premier temps, avant d'entamer les négociations plus complexes sur la *réduction* des arsenaux.

Pendant les deux années qui ont suivi la parution du "Plaidoyer", il est fort probable que le Président Reagan favorisa le mouvement pacifiste, par inadvertance, avec ses politiques sur la limitation des armements. Son gouvernement finit par formuler une politique suggérant une réduction marquée des armes stratégiques, mais il lui fallut beaucoup de temps pour ce faire. Au même moment, des hauts fonctionnaires de l'Administration Reagan émettaient des propos irréfléchis évoquant la possibilité de circonscire la guerre nucléaire, voire d'effectuer des tirs d'avertissement nucléaires si jamais les Soviétiques lançaient une offensive classique contre l'Europe de l'Ouest. Tout cela intensifia l'inquiétude de la population tant aux États-Unis qu'en Europe. Les tenants du gel complet se faisaient toujours plus nombreux : au début de 1982, un sondage du *New York Times* révélait que 72 p. 100 des Américains appuyaient l'idée du gel nucléaire. En juin de la même année, une foule d'environ 750 000 person-

nes, y compris de nombreux Canadiens, marchait dans les rues de New York pour manifester contre la guerre nucléaire à l'occasion de la Deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations-Unies sur le désarmement (UNSSOD II). Cette expression massive de soutien se répercuta jusqu'au Congrès. Les sénateurs Kennedy et Hatfield expliquèrent comme il suit leur décision de porter la question du gel nucléaire devant le Congrès : "Nous étions convaincus qu'il fallait relancer le débat sur la limitation des armements pour mobiliser le Congrès à cet égard et faire écho aux inquiétudes croissantes de la population."

Pendant les deux sessions suivantes (1982 et 1983), le Congrès tangua au rythme des débats houleux qui opposèrent les partisans et les détracteurs du gel nucléaire. En 1982, MM. Kennedy et Hatfield soumettaient au Sénat, et M. Edward Markey à la Chambre, des résolutions demandant "l'arrêt mutuel et vérifiable des essais, de la production et d'un plus ample déploiement d'ogives et de missiles nucléaires et d'autres vecteurs". La résolution Kennedy-Hatfield précisait bien qu'elle constituait le préambule de négociations qui viseraient à *réduire* le nombre d'ogives nucléaires et de vecteurs. Elle laissait également aux superpuissances le soin de "décider quand et comment" il conviendrait de réaliser le gel et elle donnait ainsi à entendre que le gel en soi serait l'objet de négociations. Cela devint un point important dans le débat qui suivit, étant donné que la signature d'une *déclaration* bilatérale ou simultanée constituait le moyen le plus rapide d'en arriver à un gel, ce qui faisait supposer en apparence qu'il n'était pas nécessaire de négocier des aspects tels que la "capacité de vérifier" le respect des accords.

Au Sénat, la contre-attaque fut menée par MM. Jackson et Warner qui, faisant valoir la position de l'Administration, déposèrent une résolution inspirée par la politique annoncée par le Président Reagan en novembre 1981 sur la limitation des armements. Il convenait, aux termes de cette résolution, que les États-Unis proposent à l'Union soviétique de geler les forces nucléaires à des niveaux considérablement réduits mais identiques de part et d'autre, et de conclure à cet égard un traité à long terme dont l'observation par l'un et l'autre pays serait vérifiable. Selon cette logique, des négociations visant à réduire les forces stratégiques devaient donc *précéder* le gel en tant que tel. Tout compte fait, cette proposition prévoyait des négociations semblables à celles menées dans le cadre des pourparlers SALT I et SALT II, sauf que cette fois, elle fixait comme objectif non pas seulement des *seuils maximums*, mais bien des *réductions* considérables des armements.

Au Congrès, les débats aboutirent en 1982 à des résultats mixtes, mais ils se soldèrent finalement par